

Remarques à partir de la lecture du texte Toulousain intitulé « [A propos des limites du mouvement contre la Loi Travail](#) » ici introduit par un de nos correspondants.

Le 10/06/2016

Salut Jacques,

le débat a-t-il été intéressant ?

Un texte qui pourrait t'intéresser :

<https://mars-infos.org/a-propos-des-limites-du-mouvement-1249>

Je ne sais pas qui l'a écrit. La tonalité n'est pas assez positive selon moi pour être révolutionnaire et donc ne trace aucune perspective. Mais je partage (et essaie de porter) la plupart des constats.

Je travaillerai sans doute à texte, mais qd tout cela sera retombé, là il y a trop de choses, ça ne sera pas reçu.

Je viendrai en discuter avec toi. (Il faudra penser la dimension spectaculaire, qui a pris une ampleur inédite sur ce mvt...)

A bientôt,

R.

Le 11/06/2016

R,

Je viens de lire rapidement le texte de Toulouse.

Par rapport à celui de Marseille que je viens de t'envoyer et que je considère comme trop restreint parce que n'insérant pas l'expérience de la lutte décrite concrètement et en détail dans une compréhension plus générale des rapports sociaux et de production, le texte de Toulouse me paraît bien trop général et pour le coup, bien « surplombant ». Parler de « limites » nécessite, au minimum, de donner l'impression d'y tenir sa part et non pas d'apparaître comme énoncé de l'extérieur. C'est, je crois, sa première faiblesse. La seconde consiste à se situer dans la référence à une autonomie « à la française » qui, à mon avis, a toujours été très marginale dans le mouvement général d'insubordination des années 1960-1970 ; ce qui fait que le texte ne se situe même pas par rapport à ce que Gzavier et

moi voyons comme une ses filiations, à savoir, certaines formes actuelles de l'insurrectionnalisme. Concrètement cela le conduit à une sorte de fixation sur la gentrification. Or si cette dernière peut avoir un petit rapport avec l'autonomie, c'est dans la mesure où elle procède d'un réaménagement des centre-villes qui a justement réduit les marges d'autonomie en supprimant les possibilités de squats. Ce qui n'était à l'origine qu'un constat de la capitalisation urbaine et de la défaite d'un mouvement de résistance à dimension communautaire est devenue aujourd'hui un concept phare de la sociologie post-moderne* sans grande valeur heuristique du point de vue de la critique. Les nostalgiques des anciens quartiers ouvriers pleurent la disparition de ce qui n'était déjà plus depuis longtemps que des quartiers populaires très mixtes et avec une grosse présence d'artisans comme à Belleville**. La troisième faiblesse est une positivisation du prolétariat alors que la perspective révolutionnaire a toujours affirmé que le prolétariat était la classe de la négation. Le texte entretient finalement l'espoir que le prolétariat n'ait été que précarisé par la crise et donc qu'il faudrait repartir finalement de sa nouvelle composition de classe (je traduis dans le langage de l'autonomie ouvrière italienne parce que c'est implicite même si le texte n'y fait pas référence explicitement). Une position finalement assez proche de celle des « autonomes » allemands de la revue Wildcat qui défendent des positions proches de l'ancienne « autonomie ouvrière » italienne des années 1960-1970. Or la crise n'a pas précarisé le prolétariat industriel (à peine 15 % d'emplois précaires), mais l'a quasi supprimé en détruisant les forteresses ouvrières par la négociation de nombreux départs en pré-retraite jusqu'à la fin des années 1980 ce qui a permis de maintenir une certaine paix sociale, par la substitution capital/travail sur les postes de travail les plus durs occupés par les ouvriers les plus combattifs, par les délocalisations aussi et enfin par le développement des nouvelles technologies qui ont élargi la sphère de la valorisation à la circulation du capital (croissance du tertiaire, financiarisation) et multiplié les emplois du tertiaire au détriment des emplois industriels. Il s'ensuit qu'il n'y a plus rien à recomposer car non seulement l'identité de classe subjective a été défaite, mais les conditions objectives qui la rendait possible tendent à disparaître avec l'éclatement des collectifs de travailleurs, le fractionnement et la segmentation des salariés, l'atomisation, etc. C'est ce que reconnaît finalement le texte quand il évoque brièvement le fait que les cégétistes staliniens en grève n'ont rien à voir avec la lutte contre la loi El Khomri, mais défendent en fait leur statut. Sans vouloir polémiquer, c'est déjà ce que ne comprenait pas ou plutôt ne voulait pas comprendre X quand au débat du salon libertaire de 2013 je crois où nous présentions notre brochure sur la flexisécurité à la française au moment de l'ANI, il me reprocha mon approche en surplomb du mouvement de 2010 parce que j'osais dire que le blocage des raffineries en 2010 n'avait rien à voir avec le mouvement d'ensemble. A ce niveau, on peut dire que le texte de Toulouse est plus lucide puisqu'il en fait le constat.

Voilà pour le moment. Évidemment, je ne peux parler ici des perspectives en quelques mots et d'ailleurs on n'en est malheureusement pas encore à en tracer. Pour cela il faudrait au moins deux choses peu évidentes à l'heure actuelle:

Premièrement, que nous ayons une saisie claire de la dynamique du capital et de ses contradictions, or le texte de Toulouse est un bon exemple d'une mauvaise saisie avec toute une première partie qui s'emmêle les pinceaux sur la question des salaires directs (non, ils ne baissent que relativement à la VA et au PIB et non en valeur absolue) et des salaires indirects (la redistribution des revenus représentent environ 50% de l'ensemble des revenus en France et elle a constitué un relativement bon amortisseur de la crise de reproduction des rapports sociaux par rapport à la situation dans les pays voisins), pour conclure que les bénéfiques sont réinvestis dans les machines, ce qui est en parti faux puisqu'ils servent surtout à payer des dividendes et à faire que les entreprises rachètent leurs propres actions (c'est ce que nous appelons la tendance actuelle à la capitalisation plutôt qu'à l'accumulation dans une situation de « reproduction rétrécie » (cf. la première partie de notre n°17 sur « la politique du capital ») ; enfin même quand les investissements sont productifs et en machines, c'est que le problème est celui de la productivité et de la compétitivité et non pas celui du niveau de salaires. C'est d'ailleurs ce que les Chinois viennent de prendre en compte en lançant un grand plan de robotisation.

Tout ça pour dire que le temps de la critique n'est pas fini contrairement à ce que disent les contempteurs modernes de la dialectique. La phrase de Marx dans les thèses sur Feuerbach sonne faux aujourd'hui quand on s'aperçoit que ceux qui veulent changer le monde (et nous en sommes), en sont encore à devoir l'interpréter parce qu'ils s'avèrent très difficile de comprendre la dynamique actuelle du capital et de l'État.

Deuxièmement, que les expériences et alternatives sur le terrain quittent leur aspect localiste la plupart du temps et leur entre soi. Dit autrement comment lier local et global et comment être pour d'autres rapports sociaux sans se vautrer dans un vouloir être « radical » ? Le genre de problème qui se pose (et ne se règle pas) à NDDL et dans la lutte no-TAV.

Bien amicalement et à te voir,

Jacques W

* pour une bonne critique de cette notion de gentrification à toutes les sauces tu peux te reporter à un texte d'Anne Steiner : [Jeunes, bobos, coupables : et si on n'avait rien compris à la gentrification ?](#) article de la revue numérique i-D.

** Cf. les enquêtes d'A.Steiner sur le quartier de Belleville à Paris.